



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Sports

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:  
Association Bouliste  
des Clubs de  
Draguignan-  
Attribution d'une  
subvention

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

**REPRESENTES**

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

**ABSENT EXCUSE :**

CARRIERE Christophe

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Fabien MATRAS

**RAPPORTEUR :** Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise  
Affiché le 10/6/2014

L'Association Bouliste des Clubs de Draguignan organise sur l'ensemble du territoire de la Dracénie de nombreux tournois dont " les 9 jours du Dragon", du 24 mai au 1er juin 2014, qui comprend l'International à pétanque, et le "Master CAD", qui s'appuie sur les clubs locaux des communes membres de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, au mois de novembre 2014.

Ces deux événements sportifs majeurs en Dracénie, qui participent au renforcement de l'image d'un territoire uni et dynamique, attirent chaque année un public de plus en plus nombreux et contribuent à la vie économique du territoire.

Leur impact médiatique lié aux nombreuses parutions dans la presse locale, régionale et nationale apporte également une plus value indiscutable à l'image du territoire de la Dracénie.

En conséquence, il est proposé que la Communauté d'Agglomération Dracénoise soutienne l'organisation de ces manifestations par l'attribution d'une subvention de 10 000€ à l'Association Bouliste des Clubs de Draguignan pour l'édition 2014,

A noter que la commission des sports du 20 février 2014 a émis un avis favorable à l'attribution de cette subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 60 voix pour et 2 abstentions (RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.